

Le Gouvernement est tenu de communiquer toute modification au Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications, adoptée en application de l'article mentionné ci-dessus, au Parlement endéans les trois mois qui suivent son adoption.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 26 juillet 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du territoire, des Monuments et Sites, et de la Propreté publique et de la Coopération au développement,

R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Finances, du Budget, la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau, de la rénovation urbaine, de la Lutte contre l'incendie et l'Aide médicale urgente et du logement,

Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Travaux publics et des Transports,

Mme B. GROUWELS

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique,

Mme C. FREMAULT

—————
Note

Session ordinaire 2012/2013

Documents du Parlement :

A-361/1 Projet d'ordonnance.

A-361/2 Rapport.

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 12 juillet 2013.

De Regering is ertoe gehouden, elke wijziging van het Facultatief Protocol bij het Verdrag inzake de rechten van het kind inzake een mededelingsprocedure, die met toepassing van het hierboven vermelde artikel wordt aangenomen, mee te delen aan het Parlement binnen een termijn van drie maanden na de aanvaarding ervan.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 26 juli 2013.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie, Waterbeleid, Stadsvernieuwing, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp en Huisvesting,

Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Openbare Werken en Vervoer,

Mevr. B. GROUWELS

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. C. FREMAULT

—————
Nota

Gewone zitting 2012/2013

Documenten van het Parlement :

A-361/1 Ontwerp van ordonnantie.

A-361/2 Verslag.

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 12 juli 2013.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2013/31704]

26 JUILLET 2013. — Ordonnance instituant un cadre en matière de planification de la mobilité et modifiant diverses dispositions ayant un impact en matière de mobilité

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Dans la présente ordonnance, on entend par :

« Part modale » : la part représentée par un moyen de transport par rapport aux autres modes de transport;

« Sécurité routière » : la possibilité de se déplacer en toute sécurité pour tous les usagers quel que soit le mode de déplacement, piétons et cyclistes compris et quels que soient l'infrastructure ou l'équipement, en ce compris les trottoirs;

« Rapport sur les incidences environnementales » : rapport sur les incidences visé par la Directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement;

« Cahier des charges » : cahier des charges au sens de la Directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement;

« Commission régionale de la Mobilité » : la Commission créée par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 octobre 2000 portant création de la Commission régionale de la Mobilité;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2013/31704]

26 JULI 2013. — Ordonnantie tot vaststelling van een kader inzake mobiliteitsplanning en tot wijziging van sommige bepalingen die een impact hebben op het vlak van mobiliteit

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen, het geen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. In deze ordonnantie, wordt verstaan onder :

« Modaal aandeel » : aandeel van een vervoermiddel ten opzichte van de andere vervoerswijzen;

« Verkeersveiligheid » : de mogelijkheid voor alle gebruikers om zich in alle veiligheid te verplaatsen, ongeacht de verplaatsingswijze, ook voor voetgangers en fietsers en ongeacht de infrastructuur of de uitrusting, met inbegrip van trottoirs;

« Milieueffectenrapport » : effectenrapport als bedoeld in Richtlijn 2001/42/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 27 juni 2001 betreffende de beoordeling van de gevolgen voor het milieu van bepaalde plannen en programma's;

« Bestek » : bestek als bedoeld in Richtlijn 2001/42/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 27 juni 2001 betreffende de beoordeling van de gevolgen voor het milieu van bepaalde plannen en programma's;

« Gewestelijke Mobiliteitscommissie » : de Commissie opgericht bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 oktober 2000 tot oprichting van de Gewestelijke Mobiliteitscommissie;

« Le fonctionnaire de référence » : le fonctionnaire désigné par le Gouvernement pour assurer la coordination de l'élaboration du plan régional de mobilité et pour veiller à la conformité des plans communaux de mobilité avec le plan régional de mobilité;

« Plan complémentaire » : plan thématique en matière de mobilité, qui précise les objectifs et les mesures en matière de mobilité par mode de transport, par type d'activité ou type de public;

« Projet d'intérêt régional en matière de mobilité » : les actes et travaux relatifs aux voiries et espaces publics dont l'enjeu dépasse l'intérêt uniquement communal et le territoire d'une seule commune ou tout projet ainsi dénommé dans le plan régional de mobilité.

CHAPITRE II. — Instruments de planification de la mobilité

Section 1^{re}. — Plan régional de mobilité

Sous-section 1^{re}. — Généralités

Art. 3. Le plan régional de mobilité est un instrument stratégique, d'orientation et d'application de la politique de mobilité, qui s'inscrit dans les orientations du plan régional de développement. Il constitue un facteur du développement économique, social et environnemental sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 4. Le Gouvernement adopte un plan régional de mobilité, applicable à l'ensemble du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale. Le Gouvernement revisite le plan régional de mobilité tous les dix ans.

Sous-section 2. — Contenu

Art. 5. Le plan régional de mobilité comprend une partie générale qui définit la stratégie de la politique de mobilité et une partie spécifique qui en détaille les éléments relatifs aux aménagements de voiries et de l'espace public.

Art. 6. § 1^{er}. La partie générale du plan régional de mobilité définit la stratégie de la politique de mobilité de la Région de Bruxelles-Capitale et détaille les actions concrètes visant la réalisation de celle-ci.

La partie générale du plan régional de mobilité comporte un volet stratégique et un volet réglementaire.

§ 2. Le volet stratégique comprend notamment :

1° un descriptif suivi d'une évaluation de la situation existante de la mobilité sur le territoire de la Région, ainsi que le relevé des fonctionnements et dysfonctionnements dans ce domaine. L'évaluation de la situation existante comprend notamment :

(i) une analyse des parts modales et l'évolution significative des différentes parts;

(ii) une analyse des éléments expliquant la demande en matière de mobilité et son évolution significative;

(iii) une analyse qualitative de l'aménagement de l'espace public au regard des questions de mobilité et de son évolution;

2° un examen de l'incidence de l'ensemble des modes de déplacement existants sur l'environnement, la sécurité routière, la santé et les activités socio-économiques de la Région;

3° une étude de l'adéquation entre l'offre et la demande en matière de mobilité, au regard de l'accessibilité des différentes fonctions urbaines, et intégrant une projection pour le futur, compte tenu des perspectives de développement de la Région;

4° les principes généraux et les orientations générales applicables en matière de mobilité couvrant la période de validité du plan;

5° une étude des différents scénarios de mobilité qui doivent être pris en considération pour répondre aux besoins de mobilité sur une période de dix ans, compte tenu des orientations du plan régional de développement;

6° une estimation des incidences de l'ensemble des actions concrètes, visées au paragraphe 3, 3°, sur la mobilité, les parts modales et l'efficacité des différents modes de déplacement mais également sur l'environnement, la sécurité routière, la santé et les aspects socio-économiques;

7° l'étude et l'analyse des plans et des prescriptions établies au niveau de l'Union européenne, de l'Etat fédéral et des autres Régions, qui ont une influence sur la mobilité régionale.

§ 3. Le volet réglementaire comprend :

1° les objectifs, chiffrés et situés dans le temps, que le plan régional de mobilité poursuit;

« Referentieambtenaar » : de ambtenaar die de Regering aanwijst en belast met de coördinatie van de opmaak van het gewestelijk mobiliteitsplan en met het toezicht op de overeenstemming van de gemeentelijke mobiliteitsplannen met het gewestelijk mobiliteitsplan;

« Aanvullend plan » : themaplan op het gebied van mobiliteit, met een beschrijving van de doelstellingen en de maatregelen inzake mobiliteit per vervoerswijze, soort activiteit of publiek;

« Project van gewestelijk belang inzake mobiliteit » : de handelingen en werken op wegen en in openbare ruimtes waarvan het belang het louter gemeentelijke belang en het grondgebied van één gemeente overstijgt of elk project dat als dusdanig in het gewestelijk mobiliteitsplan wordt bestempeld.

HOOFDSTUK II. — Instrumenten van mobiliteitsplanning

Afdeling 1. — Gewestelijk mobiliteitsplan

Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 3. Het gewestelijk mobiliteitsplan is een strategisch en richtinggevend instrument voor de uitvoering van het mobiliteitsbeleid en houdt rekening met de richtingen die worden aangegeven in het gewestelijk ontwikkelingsplan. Het vormt een factor voor de economische, sociale en milieuontwikkeling op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 4. De Regering neemt een gewestelijk mobiliteitsplan aan dat van toepassing is op het hele grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. De Regering herzielt het gewestelijk mobiliteitsplan om de tien jaar.

Onderafdeling 2. — Inhoud

Art. 5. Het gewestelijk mobiliteitsplan bestaat uit een algemeen gedeelte dat de strategie van het mobiliteitsbeleid vastlegt en een specifiek gedeelte dat er de elementen van uitwerkt die betrekking hebben op de aanleg van wegen en de openbare ruimte.

Art. 6. § 1. Het algemeen gedeelte van het gewestelijk mobiliteitsplan omschrijft de strategie van het mobiliteitsbeleid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de concrete acties voor de uitvoering ervan.

Het algemeen gedeelte van het gewestelijk mobiliteitsplan omvat een strategisch en een verordenend luik.

§ 2. Het strategische luik omvat meer bepaald :

1° een beschrijving en een evaluatie van de huidige mobiliteitssituatie op het grondgebied van het Gewest, alsook een overzicht van wat goed en slecht functioneert met betrekking tot de mobiliteitsdoelstellingen. De evaluatie van de bestaande situatie omvat inzonderheid :

(i) een analyse van de modale aandelen en de belangrijke evolutie van de verschillende aandelen;

(ii) een analyse van de elementen die toelichting verstrekken bij de vraag naar mobiliteit en de aanzienlijke evolutie ervan;

(iii) een kwalitatieve analyse van de inrichting van de openbare ruimte in het licht van de mobiliteitsvraagstukken en de evolutie ervan;

2° een onderzoek van de impact van alle bestaande verplaatsingswijzen op het milieu, de verkeersveiligheid, de gezondheid en de sociaaleconomische activiteiten in het Gewest;

3° een studie over het evenwicht tussen vraag en aanbod inzake mobiliteit en over de bereikbaarheid van de verschillende stedelijke functies, inclusief een voorafspiegeling voor de toekomst, rekeninghoudend met de ontwikkelingsperspectieven van het Gewest;

4° de algemene principes en de algemene tendensen op het vlak van mobiliteit tijdens de geldigheidsduur van het plan;

5° een studie van de verschillende mobiliteitsscenario's waarmee rekening moet worden gehouden om te beantwoorden aan de behoeften inzake mobiliteit voor een periode van tien jaar, waarbij rekening wordt gehouden met de keuzes van het gewestelijk ontwikkelingsplan;

6° een schatting van de impact van alle concrete acties bedoeld in § 3, 3°, op de mobiliteit, de modale aandelen en de efficiëntie van de verschillende verplaatsingswijzen, maar ook op het milieu, de verkeersveiligheid, de gezondheid en de sociaaleconomische aspecten;

7° de studie en de analyse van de plannen en de voorschriften die zijn vastgesteld op het niveau van de Europese Unie, de federale Staat en de andere Gewesten en die een invloed hebben op de gewestelijke mobiliteit.

§ 3. Het verordenende luik omvat :

1° de becijferde en in de tijd bepaalde doelstellingen, die het gewestelijk mobiliteitsplan nastreeft;

2° les instruments que le Gouvernement fixe pour poursuivre ces objectifs, et notamment les mesures juridiques, financières, fiscales et procédurales;

3° les actions concrètes visant à réaliser la politique régionale de mobilité, à savoir les mesures, les modalités opérationnelles et les priorités.

Art. 7. § 1^{er}. La partie spécifique du plan régional de mobilité est constituée d'un plan d'aménagement des voiries à réaliser sur les voiries régionales et, pour ce qui concerne les projets d'intérêt régional en matière de mobilité sur les voiries communales.

Le plan d'aménagement des voiries comprend un volet stratégique, un volet réglementaire et un volet budgétaire.

§ 2. Le volet stratégique établit une cartographie exhaustive des voiries régionales. Les perspectives d'évolution des voiries régionales, de l'aménagement de l'espace public et de la place accordée dans l'espace public aux différents modes de déplacement sont également indiquées. Les objectifs des liaisons et des dessertes en matière d'offre de mobilité sont formulés ainsi que les zones de desserte, indépendamment de tout itinéraire à préciser ultérieurement.

§ 3. Le volet réglementaire formule les principes généraux à la base de la politique régionale de mobilité.

Le volet réglementaire fixe également les modalités opérationnelles de la mise en œuvre du plan régional de mobilité et, de manière non exhaustive, les projets d'aménagement des voiries régionales qui mettent en œuvre le volet stratégique de la partie spécifique du plan régional de mobilité visé au paragraphe 2.

§ 4. Le volet budgétaire mentionne les coûts estimés pour la réalisation des principes généraux, des modalités opérationnelles et des projets d'aménagement des voiries régionales définis dans le cadre du volet réglementaire visé au paragraphe 3.

Sous-section 3. — Procédure d'élaboration

Art. 8. § 1^{er}. Le Gouvernement, selon des modalités qu'il établit, consulte les communes par rapport aux orientations principales en matière de mobilité à intégrer dans le plan régional de mobilité.

§ 2. Le Gouvernement élabore un projet de plan régional de mobilité et réalise un rapport sur ses incidences environnementales.

A cette fin, il élabore un projet de cahier des charges de rapport sur les incidences environnementales relatif au projet de plan régional de mobilité. Le rapport sur les incidences environnementales est établi conformément aux dispositions de l'ordonnance du 18 mars 2004 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Le Gouvernement soumet le projet de cahier des charges du rapport sur les incidences environnementales à l'avis des instances consultatives dont la liste est établie par le Gouvernement. Les avis portent sur l'ampleur et la précision des informations que le rapport doit contenir. Les avis sont transmis dans les trente jours de la demande du Gouvernement. A défaut, les avis sont réputés favorables au projet de cahier des charges.

Au regard des avis émis sur le projet de cahier des charges du rapport sur les incidences environnementales, le Gouvernement arrête le cahier des charges dudit rapport compte tenu des informations qui peuvent être raisonnablement exigées, des connaissances et des méthodes d'évaluation existantes, du degré de précision du projet de plan régional de mobilité et du fait que certains de ses aspects peuvent devoir être intégrés à un autre niveau planologique où il peut être préférable de réaliser l'évaluation afin d'éviter une répétition de celle-ci.

§ 3. Le rapport sur les incidences environnementales est élaboré dans un délai de six mois à compter de l'approbation du cahier des charges par le Gouvernement.

A la demande du Gouvernement et dans le délai fixé par celui-ci, l'administration régionale et chaque organisme d'intérêt public régional fournissent les éléments nécessaires à l'élaboration du rapport sur les incidences environnementales. Le Gouvernement joint au projet de plan la liste des administrations et des organismes d'intérêt public régionaux dont les compétences sont concernées.

Le Gouvernement informe la Commission régionale de mobilité de l'évolution des études préalables et lui en communique les résultats. La Commission régionale de mobilité peut à tout moment formuler les observations ou présenter les suggestions qu'elle juge utiles.

2° de instrumenten die de Regering vaststelt om die doelstellingen te verwezenlijken, inzonderheid de juridische, financiële, fiscale en procedurele maatregelen;

3° de concrete acties die tot doel hebben het gewestelijk mobiliteitsbeleid te verwezenlijken, namelijk de maatregelen, operationele regels en de prioriteiten.

Art. 7. § 1. Het specifieke gedeelte van het gewestelijk mobiliteitsplan bevat een plan voor de inrichting van het wegennet dat moet worden toegepast op het gewestelijke wegennet, en, voor projecten van gewestelijk belang inzake mobiliteit, op het gemeentelijk wegennet.

Het plan voor de inrichting van het wegennet omvat een strategisch, een verordenend en een budgettair luik.

§ 2. Het strategisch luik stelt een exhaustieve cartografie op van het gewestelijk wegennet, en beschrijft de ontwikkelingsperspectieven van dat wegennet, de inrichting van de openbare ruimte en de plaats die binnen de openbare ruimte wordt toegekend aan de verschillende verplaatsingswijzen. De doelstellingen inzake de verbindingen en de bediening op het vlak van het mobiliteitsaanbod worden erin geformuleerd, evenals de bedieningszones, los van eender welk traject dat later moet worden uitgestippeld.

§ 3. Het verordenende luik formuleert de algemene principes die ten grondslag liggen van het gewestelijk mobiliteitsbeleid.

Het verordenende luik stelt ook de operationele regels vast betreffende de uitvoering van het gewestelijk mobiliteitsplan en, op niet-exhaustieve wijze, de projecten inzake de inrichting van het gewestelijk wegennet tot uitvoering van het strategische luik van het specifiek gedeelte van het gewestelijk mobiliteitsplan zoals bedoeld in § 2.

§ 4. Het budgettair luik bevat een raming van de kosten voor de uitvoering van de algemene principes, de operationele regels en de projecten tot inrichting van het gewestelijk wegennet zoals bepaald in het kader van het verordenende luik bedoeld in § 3.

Onderafdeling 3. — Opmaakprocedure

Art. 8. § 1. De Regering raadpleegt, volgens de regels die zij bepaalt, de gemeenten met betrekking tot de belangrijkste richtingen inzake mobiliteit die in het gewestelijk mobiliteitsplan moeten worden opgenomen.

§ 2. De Regering stelt een ontwerp van gewestelijk mobiliteitsplan op, evenals een milieueffectenrapport.

Daartoe stelt zij een ontwerpbestek van milieueffectenrapport op met betrekking tot het ontwerp van gewestelijk mobiliteitsplan. Het milieueffectenrapport wordt opgemaakt conform de bepalingen van de ordonnantie van 18 maart 2004 betreffende de milieueffectenbeoordeling van bepaalde plannen en programma's.

De Regering legt het ontwerpbestek van het milieueffectenrapport om advies voor aan de adviesorganen waarvan de Regering de lijst vaststelt. De adviezen hebben betrekking op de draagwijdte en de nauwkeurigheid van de informatie die het rapport moet bevatten. De adviezen worden verleend binnen een termijn van dertig dagen vanaf het verzoek van de Regering. Bij gebrek daaraan, worden de adviezen geacht gunstig te zijn met betrekking tot het ontwerp van bestek.

Op basis van de adviezen die over het ontwerp van bestek van het milieueffectenrapport worden verleend, stelt de Regering het bestek voor voornoemd rapport vast, rekening houdend met de informatie die redelijkerwijze kan worden geëist, de kennis en de bestaande evaluatiemethoden, de graad van nauwkeurigheid van het voorontwerp van gewestelijk mobiliteitsplan en met het feit dat sommige van de aspecten ervan mogelijkerwijze moeten worden geïntegreerd op een ander niveau van het plan, waar het verkiesbaar kan zijn om de evaluatie te maken teneinde een herhaling daarvan te voorkomen.

§ 3. Het milieueffectenrapport wordt opgemaakt binnen een termijn van zes maanden vanaf de goedkeuring van het bestek door de Regering.

Op verzoek van de Regering en binnen de termijn die zij vaststelt, bezorgen het gewestelijk bestuur en elke gewestelijke instelling van openbaar nut de elementen die noodzakelijk zijn om het milieueffectenrapport op te maken. De Regering voegt bij het ontwerp van plan de lijst van de gewestelijke besturen en de gewestelijke instellingen van openbaar nut die wegens hun bevoegdheden betrokken zijn bij het plan.

De Regering brengt de Gewestelijke Mobiliteitscommissie op de hoogte van de evolutie van de voorafgaande studies en deelt haar de resultaten van die studies mee. De Gewestelijke Mobiliteitscommissie kan gelijk wanneer opmerkingen formuleren of de suggesties doen die zij nuttig acht.

§ 4. Le Gouvernement modifie le projet de plan régional de mobilité au regard du rapport sur les incidences environnementales.

§ 5. Le Gouvernement communique pour avis le projet de plan régional de mobilité et le rapport sur les incidences environnementales, simultanément, à l'Administration de l'équipement et des déplacements, à la Commission régionale de la Mobilité, à la STIB et aux instances consultatives dont il établit la liste. Les avis sont transmis dans les soixante jours de la demande. A défaut, les avis sont réputés favorables.

§ 6. Simultanément, le Gouvernement soumet le projet de plan régional de mobilité et le rapport sur les incidences environnementales à enquête publique pendant soixante jours. La moitié du délai de soixante jours se situe en dehors des périodes de vacances.

L'enquête publique est annoncée par voie d'affichage dans les communes, par avis publié au Moniteur belge et dans au moins trois journaux de langue française et trois journaux de langue néerlandaise, diffusés dans la Région, ainsi que par un communiqué diffusé par voie radiophonique et télévisée. L'enquête publique est annoncée sur le site internet du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale. Le début et la fin de l'enquête publique sont précisés dans l'annonce.

Les communes sont invitées à transmettre leurs observations dans le cadre de l'enquête publique.

Les documents soumis à l'enquête sont déposés pendant soixante jours, pour consultation par le public, à la maison communale de chacune des communes de la Région, ou de chacune des communes concernées lorsqu'il s'agit d'une modification du plan régional de mobilité ainsi qu'au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

Les réclamations et les observations sont adressées au Gouvernement avant la clôture de l'enquête par voie postale ou par voie électronique. Le Gouvernement communique au Parlement une copie des réclamations et des observations dans les trente jours de la clôture de l'enquête publique.

§ 7. Simultanément à l'enquête publique visée au paragraphe 6, le Gouvernement soumet pour avis aux deux autres Régions le projet de plan régional de mobilité et le rapport d'incidences environnementales selon des modalités qu'il fixe. Les deux autres Régions disposent de soixante jours pour remettre leur avis.

§ 8. Le Gouvernement adapte le projet de plan régional de mobilité, en fonction des avis et observations visés aux §§ 5, 6 et 7.

§ 9. Dans les six mois qui suivent la clôture de l'enquête publique, le Gouvernement adopte le plan régional de mobilité.

L'arrêté du Gouvernement adoptant le plan régional de mobilité est publié par extrait au *Moniteur belge*.

Le plan entre en vigueur quinze jours après sa publication.

Le Gouvernement communique sans délai le plan régional de mobilité au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Dans les trente jours de l'adoption du plan régional de mobilité, le Gouvernement informe les communes et les instances d'avis consultées au cours de la procédure d'élaboration dudit plan, de cette adoption.

Le Gouvernement met le plan régional de mobilité à disposition du public sur le site internet de la Région. Le Gouvernement peut arrêter des modalités complémentaires de mise à disposition.

Sous-section 4. — Procédure de modification

Art. 9. § 1^{er}. Le Gouvernement modifie le plan régional de mobilité s'il l'estime nécessaire.

En cas de modification du PRM, la procédure de l'article 8 est applicable.

Toutefois, le Gouvernement peut estimer que les modifications projetées sont mineures et ne sont pas susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement selon les modalités prévues par l'ordonnance du 18 mars 2004 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

Lorsque le Gouvernement estime que les modifications projetées du plan régional de mobilité sont mineures et ne sont pas susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, le Gouvernement sollicite l'avis des instances consultatives dont il arrête la liste. Les avis portent sur l'absence d'incidences notables des modifications projetées. Les avis sont transmis dans les trente jours de la demande au Gouvernement. A défaut, les avis sont réputés favorables.

§ 4. De Regering wijzigt het ontwerp van gewestelijk mobiliteitsplan op basis van het milieueffectenrapport.

§ 5. De Regering legt het ontwerp van gewestelijk mobiliteitsplan en het milieueffectenrapport tegelijk om advies voor aan het Bestuur Uitrusting en Vervoer, aan de Gewestelijke Mobiliteitscommissie, aan de MIVB en aan de adviesorganen waarvan ze de lijst vaststelt. De adviezen worden verleend binnen een termijn van zestig dagen vanaf het verzoek. Bij gebrek daaraan, worden de adviezen geacht gunstig te zijn.

§ 6. De Regering legt het ontwerp van gewestelijk mobiliteitsplan en het milieueffectenrapport tegelijk voor aan een openbaar onderzoek gedurende een termijn van zestig dagen. Minimaal de helft van de termijn van zestig dagen moet buiten de schoolvakantie vallen.

Het openbaar onderzoek wordt aangekondigd via aanplakking in de gemeenten, bij bericht in het Belgisch Staatsblad en in ten minste drie Franstalige en drie Nederlandstalige kranten die in het Gewest worden verspreid, evenals via een radio- en televisieboodschap. Het openbaar onderzoek wordt aangekondigd op de website van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. De aankondiging vermeldt het begin en het einde van het openbaar onderzoek.

De gemeenten worden verzocht om hun opmerkingen te formuleren in het kader van het openbaar onderzoek.

De documenten die aan het openbaar onderzoek worden onderworpen, worden gedurende het onderzoek ter inzage gelegd van het publiek in het gemeentehuis van elke gemeente van het Gewest of van elke betrokken gemeente wanneer het gaat om een wijziging van het gewestelijk mobiliteitsplan, alsook in het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Klachten en opmerkingen worden vóór de sluiting van het onderzoek, per post of e-mail, naar de Regering verzonden. De Regering bezorgt het Parlement een kopie van de klachten en opmerkingen, binnen een termijn van dertig dagen vanaf de sluiting van het openbaar onderzoek.

§ 7. Tegelijk met het openbaar onderzoek bedoeld in § 6, legt de Regering het ontwerp van gewestelijk mobiliteitsplan en het milieueffectenrapport om advies voor aan de twee andere Gewesten, volgens de regels die zij vaststelt. De twee andere Gewesten hebben een termijn van zestig dagen om hun advies uit te brengen.

§ 8. De Regering past het ontwerp van gewestelijk mobiliteitsplan aan op basis van de adviezen en opmerkingen bedoeld in de §§ 5, 6 en 7.

§ 9. Binnen de zes maanden die volgen op de sluiting van het openbaar onderzoek, keurt de Regering het gewestelijk mobiliteitsplan goed.

Het besluit van de Regering tot goedkeuring van het gewestelijk mobiliteitsplan wordt bij uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Het plan treedt vijftien dagen na de publicatie ervan in werking.

De Regering bezorgt het gewestelijk mobiliteitsplan onverwijld aan het Brussels Hoofdstedelijk Parlement.

Binnen de dertig dagen die volgen op de goedkeuring van het gewestelijk mobiliteitsplan, brengt de Regering de gemeenten en de adviesorganen die tijdens de opmaakprocedure van dat plan werden geraadpleegd op de hoogte van de goedkeuring ervan.

De Regering stelt het gewestelijk mobiliteitsplan ter beschikking van het publiek op de website van het Gewest. De Regering kan aanvullende regels voor de terbeschikkingstelling bepalen.

Onderafdeling 4. — Wijzigingsprocedure

Art. 9. § 1. De Regering beslist om het gewestelijk mobiliteitsplan te wijzigen indien zij dat nodig vindt.

Ingeval van wijziging van het GewMP, wordt de procedure van artikel 8 toegepast.

De Regering kan echter van mening zijn dat de beoogde wijzigingen van gering belang zijn en geen noemenswaardige gevolgen voor het milieu hebben volgens de regels beschreven in de ordonnantie van 18 maart 2004 betreffende de milieueffectenbeoordeling van bepaalde plannen en programma's.

Wanneer de Regering oordeelt dat de beoogde wijzigingen van het gewestelijk mobiliteitsplan van gering belang zijn en geen noemenswaardige gevolgen voor het milieu hebben, vraagt de Regering het advies van de adviesorganen waarvan zij de lijst vaststelt. De adviezen hebben betrekking op het ontbreken van noemenswaardige gevolgen van de beoogde wijzigingen. De adviezen worden uitgebracht binnen een termijn van dertig dagen vanaf het verzoek van de Regering. Bij gebrek daaraan, worden de adviezen geacht gunstig te zijn.

Au vu des avis visés à l'alinéa 4, le Gouvernement décide si les modifications projetées du plan régional de mobilité doivent faire l'objet d'un rapport sur les incidences environnementales.

Si le Gouvernement décide que les modifications projetées du plan régional de mobilité ne doivent pas faire l'objet d'un rapport sur les incidences environnementales, le Gouvernement adopte le projet de plan régional de mobilité modifié qui reproduit la décision visée à l'alinéa 5 ainsi que sa motivation.

Si le Gouvernement décide que les modifications projetées du plan régional de mobilité doivent faire l'objet d'un rapport sur les incidences environnementales, la procédure visée à l'article 8 s'applique pour ce qui concerne les modifications projetées du plan régional de mobilité.

§ 2. Le Gouvernement communique pour avis le projet de plan régional de mobilité modifié et, s'il y a lieu, le rapport sur les incidences environnementales, simultanément, à l'Administration de l'équipement et des déplacements, à la Commission régionale de la Mobilité, à la STIB et aux instances consultatives dont il établit la liste. Les avis sont transmis dans les soixante jours de la demande. A défaut, les avis sont réputés favorables.

§ 3. Le Gouvernement arrête le plan modifié selon les modalités de l'article 8, § 9 et procède aux formalités de publicité définies par ce même article.

§ 4. Parmi les modifications opérées dans le plan régional de mobilité, le Gouvernement indique les modifications qui ont des incidences notables sur les dispositions des plans communaux de mobilité visés à l'article 11 et qui appellent une modification de certaines dispositions identifiées desdits plans communaux de mobilité.

Sous-section 5. — Suivi du plan

Art. 10. § 1^{er}. Un rapport d'évaluation est rédigé par le fonctionnaire de référence trente mois après l'entrée en vigueur du plan régional de mobilité.

Ce rapport évalue au niveau qualitatif et quantitatif, la mise en œuvre du plan régional de mobilité. Le rapport comporte également des recommandations concernant les actions correctrices afin de pallier les éventuelles carences et faiblesses constatées.

Sur la base de ce rapport, le Gouvernement détermine les actions correctrices à mettre en œuvre.

§ 2. Le rapport d'évaluation est communiqué pour information à la Commission régionale de la Mobilité, aux communes et au Parlement.

Section 3. — Plan communal de mobilité

Sous-section 1^{re}. — Généralités

Art. 11. Les communes adoptent un plan communal de mobilité pour l'ensemble de leur territoire. La Commune revoit le plan communal tous les douze ans.

Le plan communal de mobilité traduit notamment, au niveau local, la politique de mobilité fixée dans le plan régional de mobilité. Le plan communal de mobilité respecte les volets réglementaires du plan régional de mobilité et s'inscrit dans les orientations des volets indicatifs du plan régional de mobilité.

Le plan communal de mobilité est adopté dans les vingt-quatre mois de l'adoption du plan régional de mobilité.

Sous-section 2. — Contenu

Art. 12. Le plan communal de mobilité comprend une partie générale et une partie spécifique.

Art. 13. § 1^{er}. La partie générale comporte un volet stratégique et un volet réglementaire.

§ 2. Le volet stratégique comprend notamment :

1° un descriptif, suivi d'une évaluation de la situation actuelle de la mobilité sur le territoire de la commune, ainsi que le relevé des fonctionnements et dysfonctionnements dans ce domaine. L'évaluation de la situation existante comprend notamment :

(i) une analyse des parts modales et l'évolution significative de ces différentes parts,

(ii) une analyse des éléments expliquant la demande en matière de mobilité et son évolution significative,

(iii) une analyse qualitative de l'aménagement de l'espace public au regard des questions de mobilité et de son évolution;

Op basis van de in het vierde lid bedoelde adviezen, beslist de Regering of de beoogde wijzigingen van het gewestelijk mobiliteitsplan al dan niet een milieueffectenrapport moet worden opgesteld.

Beslist de Regering dat er over de beoogde wijzigingen van het gewestelijk mobiliteitsplan geen milieueffectenrapport moet worden opgesteld, dan keurt de Regering het ontwerp van gewijzigd GewMP en voegt ze daar haar in het vijfde lid bedoelde beslissing en motivering aan toe.

Beslist de Regering dat er over de beoogde wijzigingen van het gewestelijk mobiliteitsplan wel een milieueffectenrapport moet worden opgesteld, dan is de in artikel 8 bedoelde procedure van toepassing met betrekking tot de beoogde wijzigingen van het gewestelijk mobiliteitsplan.

§ 2. De Regering legt het ontwerp van GewMP en, in voorkomend geval, het milieueffectenrapport tegelijkertijd om advies voor aan het Bestuur voor Uitrusting en Vervoer, de Gewestelijke Mobiliteitscommissie, de MIVB en de adviesorganen waarvan ze de lijst vaststelt. De adviezen worden bezorgd binnen de zestig dagen na ontvangst van het verzoek. Bij gebrek daarvan, worden de adviezen geacht gunstig te zijn.

§ 3. De Regering stelt het gewijzigd plan vast volgens de regels in artikel 8, § 9, en gaat over tot de formaliteiten voor de bekendmaking ervan zoals bedoeld in datzelfde artikel.

§ 4. Onder de in het gewestelijk mobiliteitsplan aangebrachte wijzigingen, duidt de Regering de wijzigingen aan die noemenswaardige gevolgen hebben voor de bepalingen van de gemeentelijke mobiliteitsplannen zoals bedoeld in artikel 11 en die een wijziging van sommige aangeduide bepalingen van de genoemde gemeentelijke mobiliteitsplannen noodzakelijk maken.

Onderafdeling 5. — Follow-up van het plan

Art. 10. § 1. Dertig maanden na de inwerkingtreding van het gewestelijk mobiliteitsplan, stelt de referentieambtenaar een evaluatieverslag op.

Dat verslag evalueert op kwantitatieve en kwalitatieve wijze de concrete uitvoering van het gewestelijk mobiliteitsplan. Het verslag bevat ook aanbevelingen betreffende bijstellingen om de vastgestelde tekortkomingen en zwakke punten te verhelpen.

Op basis van dat verslag, bepaalt de Regering welke bijstellingen er moeten worden doorgevoerd.

§ 2. Het evaluatieverslag wordt ter informatie voorgelegd aan de Gewestelijke Mobiliteitscommissie, aan de gemeenten en aan het Parlement.

Afdeling 3. — Gemeentelijk mobiliteitsplan

Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 11. De gemeenten stellen een gemeentelijk mobiliteitsplan op voor het geheel van hun grondgebied. De gemeente herzielt het gemeentelijk plan om de twaalf jaar.

Het gemeentelijk mobiliteitsplan zet inzonderheid het mobiliteitsbeleid uit het gewestelijk mobiliteitsplan om op lokaal niveau. Het gemeentelijk mobiliteitsplan neemt de verordenende luiken van het gewestelijk mobiliteitsplan in acht en sluit aan bij de tendensen van de indicatieve luiken van het gewestelijk mobiliteitsplan.

Het gemeentelijk mobiliteitsplan wordt goedgekeurd binnen een termijn van vierentwintig maanden vanaf de goedkeuring van het gewestelijk mobiliteitsplan.

Onderafdeling 2. — Inhoud

Art. 12. Het gemeentelijk mobiliteitsplan bestaat uit een algemeen en een specifiek gedeelte.

Art. 13. § 1. Het algemeen gedeelte omvat een strategisch luik en een verordenend luik.

§ 2. Het strategische luik omvat meer bepaald :

1° een beschrijving en een evaluatie van de huidige mobiliteits situatie op het grondgebied van de gemeente en een overzicht van wat goed en slecht functioneert op dat vlak. De evaluatie van de bestaande situatie omvat onder meer :

(i) een analyse van de modale aandelen en de belangrijke evolutie van de verschillende aandelen,

(ii) een analyse van de elementen die toelichting verstrekken bij de vraag naar mobiliteit en de aanzienlijke evolutie ervan,

(iii) een kwalitatieve analyse van de inrichting van de openbare ruimte in het licht van de mobiliteitsvraagstukken en de evolutie ervan;

2° un examen de l'incidence de l'ensemble des modes de déplacement existants sur l'environnement, la sécurité routière, la santé et les activités socio-économiques de la commune;

3° une étude d'analyse de l'adéquation entre l'offre et la demande en matière de mobilité, notamment au regard de l'accessibilité en matière de mobilité, et intégrant une projection pour le futur, compte tenu des perspectives de développement de la commune;

4° les principes généraux et les orientations générales applicables en matière de mobilité couvrant la période de validité du plan;

5° une étude des différents scénarios de mobilité qui doivent être pris en considération pour répondre aux besoins de mobilité locale sur une période de douze ans, compte tenu du plan régional de mobilité, du plan communal de développement ainsi que des plans communaux de mobilité et de développement des communes limitrophes, y compris des communes hors de la Région de Bruxelles-Capitale;

6° une estimation des incidences de l'ensemble des actions concrètes, visées au paragraphe 3, 2°, sur la mobilité, les parts modales et l'efficacité des différents modes de déplacement mais également sur l'environnement, la sécurité routière, la santé et les aspects socio-économiques.

§ 3. Le volet réglementaire comprend :

1° les objectifs chiffrés pour chacun des modes de déplacement, à court et à long terme;

2° l'identification des actions concrètes visant à réaliser la politique de mobilité sur le territoire de la commune concernée.

Art. 14. La partie spécifique du plan communal de mobilité comporte un plan d'aménagement des voiries à réaliser par la commune.

La partie spécifique du plan communal de mobilité comprend également un calendrier ainsi qu'une évaluation budgétaire des coûts estimés pour la réalisation des aménagements visés à l'alinéa 1^{er}. Ce calendrier et cette évaluation budgétaire ont une valeur indicative.

Sous-section 3. — Procédure d'élaboration

Art. 15. § 1^{er}. La commune élabore un projet de plan communal de mobilité en concertation avec le fonctionnaire de référence régional. Le projet de plan communal de mobilité est accompagné d'un rapport d'incidences environnementales pour les éléments qui ne sont pas couverts par le rapport d'incidences environnementales du plan régional de mobilité visé à l'article 8, § 2.

A cette fin, la commune élabore un projet de cahier des charges de rapport sur les incidences environnementales relatif au projet de plan communal de mobilité. Le rapport sur les incidences environnementales comprend les informations visées à l'article 8, § 2, telles qu'appliquées à la situation du projet de plan communal de mobilité concerné.

La commune soumet le projet de cahier des charges du rapport sur les incidences environnementales à l'avis des organes consultatifs communaux

§ 2. Au regard des avis émis sur le projet de cahier des charges du rapport sur les incidences environnementales, la commune arrête le cahier des charges dudit rapport compte tenu des informations qui peuvent être raisonnablement exigées, des connaissances et des méthodes d'évaluation existantes, du degré de précision du plan, et du fait que certains de ses aspects peuvent devoir être intégrés à un autre niveau planologique où il peut être préférable de réaliser l'évaluation afin d'éviter une répétition de celle-ci.

§ 3. La commune modifie le projet de plan communal de mobilité au regard du rapport sur les incidences environnementales.

§ 4. La commune soumet le projet de plan communal de mobilité et le rapport sur les incidences environnementales pour avis simultanément à l'Administration de l'équipement et des déplacements, à la Commission régionale de la Mobilité, à la STIB et aux administrations et instances dont la liste est établie par le Gouvernement. Les avis sont transmis dans les soixante jours de la demande de la commune. A l'échéance, les avis sont réputés favorables.

§ 5. Simultanément, la commune soumet le projet de plan communal de mobilité et le rapport sur les incidences environnementales à enquête publique pendant soixante jours. Au minimum, la moitié du délai de soixante jours se situe en dehors des périodes de vacances.

Les documents soumis à l'enquête sont disponibles pendant soixante jours à la maison communale et sur le site internet de la commune pour consultation par le public.

2° een onderzoek naar de impact van alle bestaande verplaatsingswijzen op het milieu, de verkeersveiligheid, de gezondheid en de sociaaleconomische activiteiten in de gemeente;

3° een studie over het evenwicht tussen vraag en aanbod, meer bepaald inzake mobiliteit en over de bereikbaarheid, inclusief een voorafspiegeling voor de toekomst, waarbij rekening wordt gehouden met de ontwikkelingsperspectieven van de gemeente;

4° de algemene principes die van toepassing zijn en de algemene tendensen op het vlak van mobiliteit tijdens de geldigheidsduur van het plan;

5° een studie naar de verschillende mobiliteitsscenario's waarmee rekening moet worden gehouden om te beantwoorden aan de behoeften inzake lokale mobiliteit voor een periode van twaalf jaar, waarbij rekening wordt gehouden met het gewestelijk mobiliteitsplan, het gemeentelijk ontwikkelingsplan en met de gemeentelijke mobiliteits- en ontwikkelingsplannen van de aangrenzende gemeenten, met inbegrip van de gemeenten buiten het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

6° een schatting van de impact van alle concrete acties, bedoeld in paragraaf 3, 2°, op de mobiliteit, de modale aandelen en de efficiëntie van de verschillende verplaatsingswijzen, maar ook op het milieu, de gezondheid, de verkeersveiligheid en de sociaaleconomische aspecten.

§ 3. Het verordenende luik omvat :

1° de becijferde doelstellingen op de korte en de lange termijn voor alle verplaatsingswijzen;

2° de bepaling van de concrete acties voor de verwezenlijking van het mobiliteitsbeleid op het grondgebied van de betrokken gemeente.

Art. 14. Het specifieke luik van het gemeentelijk mobiliteitsplan bevat een plan voor de door de gemeente uit te voeren inrichting van het wegennet.

Het specifieke luik van het gemeentelijk mobiliteitsplan bevat ook een tijdschema en een budgettaire raming van de kosten voor de realisatie van de inrichtingen bedoeld in het eerste lid. Dat tijdschema en die budgettaire raming hebben indicatieve waarde.

Onderafdeling 3. — Opmaakprocedure

Art. 15. § 1. De gemeente stelt een ontwerp van gemeentelijk mobiliteitsplan op in overleg met de gewestelijke referentieambtenaar. Het ontwerp van GemMP bevat een milieueffectenrapport voor de elementen die niet aan bod komen in het milieueffectenrapport van het GewMP bedoeld in artikel 8, § 2.

Daartoe stelt de gemeente een ontwerpbestek van milieueffectenrapport op met betrekking tot het ontwerp van gemeentelijk mobiliteitsplan. Het milieueffectenrapport bevat de informatie bedoeld in artikel 8, § 2 zoals van toepassing op het ontwerp van het gemeentelijk mobiliteitsplan in kwestie.

De gemeente legt het ontwerpbestek van het milieueffectenrapport om advies voor aan de gemeentelijke adviesorganen.

§ 2. Op basis van de adviezen die over het ontwerpbestek van het milieueffectenrapport worden verleend, stelt de gemeente het bestek van voornoemd rapport vast, rekening houdend met de informatie die redelijkerwijze kan worden geëist, de kennis en de bestaande evaluatiemethoden, de graad van nauwkeurigheid van het plan en met het feit dat sommige van de aspecten ervan mogelijkerwijze moeten worden geïntegreerd op een ander niveau van het plan, waar het verkiesbaar kan zijn om de evaluatie te maken teneinde een herhaling daarvan te voorkomen.

§ 3. De gemeente wijzigt het ontwerp van gemeentelijk mobiliteitsplan op basis van het milieueffectenrapport.

§ 4. De gemeente legt het ontwerp van gemeentelijk mobiliteitsplan en het milieueffectenrapport tegelijk om advies voor aan het Bestuur Uitrusting en Vervoer, aan de Gewestelijke Mobiliteitscommissie en aan de MIVB, evenals aan de besturen en instanties waarvan de Regering de lijst vaststelt. De adviezen worden verleend binnen een termijn van zestig dagen vanaf het verzoek van de gemeente. Bij het verstrijken van die termijn worden de adviezen geacht gunstig te zijn.

§ 5. De gemeente legt het ontwerp van gemeentelijk mobiliteitsplan en het milieueffectenrapport tegelijk voor aan een openbaar onderzoek gedurende een termijn van zestig dagen. Minimaal de helft van de termijn van zestig dagen moet buiten de schoolvakantie vallen.

De documenten die aan het openbaar onderzoek onderworpen worden, worden gedurende zestig dagen ter inzage van het publiek ter beschikking gesteld in het gemeentehuis en op de website van de gemeente.

Les réclamations et les observations sont adressées à la commune avant la clôture de l'enquête par voie postale ou par voie électronique.

Simultanément à l'enquête publique, le projet de plan communal de mobilité est soumis pour avis aux communes limitrophes situées dans et en dehors de la Région de Bruxelles-Capitale. Les avis sont transmis dans les soixante jours de la demande de la commune. A défaut, les avis sont réputés favorables.

§ 6. La commune adapte le projet de plan communal de mobilité, en fonction des avis et des observations visés aux paragraphes 4 et 5.

Dans les soixante jours qui suivent la clôture de l'enquête publique, la commune adopte définitivement le plan communal de mobilité.

§ 7. Le plan communal de mobilité résume, dans sa motivation, la manière dont les avis, les réclamations et les observations concernant le plan communal de mobilité ont été pris en considération ainsi que les raisons justifiant les choix du plan communal de mobilité tel qu'adopté, compte tenu des autres solutions raisonnables envisagées.

Art. 16. § 1^{er}. La commune transmet au Gouvernement pour approbation le plan communal de mobilité, dans un délai de trente jours suivant son adoption visée à l'article 15, § 6, alinéa 2.

Le fonctionnaire de référence qui a suivi la conception du plan communal rédige dans les trente jours un rapport sur la conformité du plan communal de mobilité avec le plan régional de mobilité. Ce rapport est joint au plan communal de mobilité transmis pour approbation au Gouvernement.

§ 2. Le Gouvernement approuve le plan communal de mobilité ou refuse de l'approuver. Toute décision de refus d'approbation identifie les éléments du plan communal de mobilité à modifier.

En l'absence de décision du Gouvernement dans les trois mois de l'envoi du plan communal de mobilité par la commune au Gouvernement, le plan communal de mobilité est réputé approuvé.

Si la commune a omis de transmettre son plan communal de mobilité conformément au paragraphe 1^{er}, le constat de cette omission par le Gouvernement vaut refus.

§ 3. Lorsque le plan communal de mobilité est refusé par le Gouvernement, la commune dispose d'un délai de quatre mois à partir de la décision de refus du Gouvernement pour adapter son plan conformément au plan régional de mobilité et le transmettre à nouveau pour approbation au Gouvernement.

Lorsqu'un plan communal de mobilité adapté est transmis au Gouvernement conformément à l'alinéa 1^{er}, le fonctionnaire de référence qui a suivi la conception du plan communal rédige dans les trente jours un rapport sur la conformité du plan communal de mobilité adapté avec le plan régional de mobilité. Ce rapport est joint au plan communal de mobilité adapté transmis pour approbation au Gouvernement.

Le Gouvernement approuve le plan communal de mobilité adapté s'il est conforme au plan régional de mobilité.

Si le plan communal de mobilité adapté n'est pas conforme au plan régional de mobilité, le Gouvernement modifie lui-même le plan communal de mobilité qui lui a été transmis par la commune afin de le rendre conforme au plan régional de mobilité.

La décision du Gouvernement et le plan communal de mobilité tel que modifié par le Gouvernement sont notifiés à la commune concernée.

§ 4. Si à l'expiration du délai visé au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, aucun plan communal de mobilité adapté n'est transmis au Gouvernement, la commune est mise en demeure par le Gouvernement de lui présenter un plan communal de mobilité adapté conforme au plan régional de mobilité dans un délai de deux mois.

Si à l'expiration du délai de mise en demeure visé à l'alinéa 1^{er}, la commune n'a pas adopté de plan communal de mobilité adapté ou si elle présente au Gouvernement un plan communal de mobilité adapté non conforme au plan régional de mobilité, le Gouvernement modifie lui-même le plan communal de mobilité afin de le rendre conforme au plan régional de mobilité.

La décision du Gouvernement et le plan communal de mobilité tel que modifié par le Gouvernement sont notifiés à la commune concernée.

Klachten en opmerkingen worden vóór de sluiting van het onderzoek, per post of e-mail, naar de gemeente verzonden.

Tegelijk met het openbaar onderzoek wordt het ontwerp van gemeentelijk mobiliteitsplan om advies voorgelegd aan de aangrenzende gemeenten binnen en buiten het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. De adviezen worden verleend binnen een termijn van zestig dagen vanaf het verzoek van de gemeente. Bij gebrek daaraan worden de adviezen geacht gunstig te zijn.

§ 6. De gemeente past het ontwerp van gemeentelijk mobiliteitsplan aan op basis van de adviezen en opmerkingen bedoeld in de §§ 4 en 5.

Binnen een termijn van zestig dagen na de sluiting van het openbaar onderzoek neemt de gemeente het gemeentelijk mobiliteitsplan definitief aan.

§ 7. In zijn motivering vat het gemeentelijk mobiliteitsplan de wijze samen waarop er rekening werd gehouden met de adviezen, klachten en opmerkingen betreffende het gemeentelijk mobiliteitsplan, alsook de redenen die de keuzes rechtvaardigen die in het goedgekeurd gemeentelijk mobiliteitsplan zijn gemaakt, rekening houdend met de andere beoogde redelijke oplossingen.

Art. 16. § 1. De gemeente stuurt het gemeentelijk mobiliteitsplan voor goedkeuring naar de Regering binnen een termijn van dertig dagen vanaf zijn aanneming zoals bedoeld in artikel 15, § 6, tweede lid.

De referentieambtenaar die de opmaak van het gemeentelijk mobiliteitsplan heeft opgevolgd, stelt binnen de dertig dagen een verslag op over de overeenstemming van het gemeentelijk mobiliteitsplan met het gewestelijk mobiliteitsplan. Dit verslag wordt gevoegd bij het gemeentelijk mobiliteitsplan dat voor goedkeuring naar de Regering wordt verzonden.

§ 2. De Regering keurt het gemeentelijk mobiliteitsplan goed of weigert het goed te keuren. Elke weigering tot goedkeuring vermeldt welke elementen van het gemeentelijk mobiliteitsplan moeten worden gewijzigd.

Bij gebrek aan een beslissing van de Regering binnen een termijn van drie maanden vanaf de verzending van het gemeentelijk mobiliteitsplan door de gemeente naar de Regering, wordt het gemeentelijk mobiliteitsplan geacht te zijn goedgekeurd.

Heeft de gemeente nagelaten haar gemeentelijk mobiliteitsplan op te sturen overeenkomstig § 1, dan geldt de vaststelling van die nalatigheid door de Regering als weigering van goedkeuring.

§ 3. Weigert de Regering het gemeentelijk mobiliteitsplan, dan beschikt de gemeente over een termijn van vier maanden vanaf de weigering van de Regering om haar plan aan te passen aan het gewestelijk mobiliteitsplan en het opnieuw ter goedkeuring aan de Regering te bezorgen.

Als een aangepast gemeentelijk mobiliteitsplan naar de Regering wordt verstuurd conform het eerste lid, stelt de referentieambtenaar die de opmaak van het gemeentelijk mobiliteitsplan heeft gevolgd binnen de dertig dagen een verslag op over de overeenstemming van het aangepast gemeentelijk mobiliteitsplan met het gewestelijk mobiliteitsplan. Dit verslag wordt gevoegd bij het aangepast gemeentelijk mobiliteitsplan dat ter goedkeuring naar de Regering wordt verzonden.

De Regering keurt het aangepast gemeentelijk mobiliteitsplan goed indien het in overeenstemming is met het gewestelijk mobiliteitsplan.

Is het aangepast gemeentelijk mobiliteitsplan niet in overeenstemming met het gewestelijk mobiliteitsplan, dan wijzigt de Regering zelf het gemeentelijk mobiliteitsplan dat zij van de gemeente heeft ontvangen teneinde het in overeenstemming te brengen met het gewestelijk mobiliteitsplan.

De beslissing van de Regering en het door de Regering gewijzigd gemeentelijk mobiliteitsplan worden ter kennis van de betrokken gemeente gebracht.

§ 4. Heeft de Regering bij het verstrijken van de in § 3, eerste lid bedoelde termijn geen enkel aangepast gemeentelijk mobiliteitsplan ontvangen, dan maant de Regering de gemeente aan om haar binnen een termijn van twee maanden een aangepast gemeentelijk mobiliteitsplan te bezorgen dat in overeenstemming is met het gewestelijk mobiliteitsplan.

Heeft de gemeente bij het verstrijken van die termijn geen aangepast gemeentelijk mobiliteitsplan opgemaakt of legt ze aan de Regering een aangepast gemeentelijk mobiliteitsplan voor dat niet in overeenstemming is met het gewestelijk mobiliteitsplan, dan wijzigt de Regering zelf het gemeentelijk mobiliteitsplan teneinde het in overeenstemming te brengen met het gewestelijk mobiliteitsplan.

De beslissing van de Regering en het door de Regering gewijzigd gemeentelijk mobiliteitsplan worden ter kennis van de betrokken gemeente gebracht.

§ 5. L'arrêté du Gouvernement approuvant le plan communal de mobilité est publié au Moniteur belge par extraits.

Le plan entre en vigueur quinze jours après sa publication.

Dans les trente jours de l'adoption, la Région informe la commune concernée, les communes limitrophes et les instances d'avis consultées au cours de la procédure d'élaboration du plan communal de mobilité conformément à l'article 15.

La Région et la commune concernée mettent le plan communal de mobilité à disposition du public sur leur site internet. Des modalités de mise à disposition complémentaires peuvent être établies par le Gouvernement ou par la commune.

Sous-section 4. — Procédure de modification

Art. 17. § 1^{er}. La commune modifie le plan communal de mobilité, soit d'initiative, moyennant approbation du Gouvernement, soit à la suite d'une modification du plan régional de mobilité qui rend l'adaptation du Plan communale de mobilité nécessaire.

§ 2. La procédure de modification est soumise aux dispositions des articles 15 et 16.

Toutefois, lorsque la commune estime que les modifications projetées sont mineures et ne sont pas susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement compte tenu des modalités énumérées à l'article 9, § 1^{er}, la commune sollicite l'avis des organes consultatifs communaux concernés, ainsi que des communes limitrophes. Les avis sont transmis dans les trente jours de la demande à la commune. A défaut, les avis sont réputés favorables.

Au vu des avis visés à l'alinéa 2, la commune détermine, par décision motivée, si le projet de plan modifié doit ou non faire l'objet d'un rapport sur les incidences environnementales.

Si la commune décide que les modifications projetées du plan communal de mobilité ne doivent pas faire l'objet d'un rapport sur les incidences environnementales, la commune adopte le projet de plan communal de mobilité modifié qui reproduit la décision visée à l'alinéa 3 ainsi que sa motivation.

Si la commune décide que les modifications projetées du plan communal de mobilité doivent faire l'objet d'un rapport sur les incidences environnementales, la procédure visée à l'article 15 s'applique pour ce qui concerne les modifications projetées.

§ 3. L'arrêté du Gouvernement approuvant le plan communal de mobilité modifié et le plan communal modifié font l'objet des formes de publicité définies à l'article 16, § 5.

Art. 18. § 1^{er}. En cas d'élaboration d'un nouveau plan régional de mobilité ou en cas de modification de celui-ci, les plans communaux de mobilité sont modifiés, dans un délai de dix-huit mois, de manière à les rendre conformes au plan régional de mobilité selon la procédure prévue à l'article 17.

§ 2. Lorsqu'une commune reste en défaut de modifier son plan communal de mobilité endéans le délai visé au paragraphe premier, le Gouvernement la met en demeure de modifier son plan dans les six mois.

Si à l'expiration de ce délai, la commune défaillante n'a pas modifié son plan communal de mobilité conformément au plan régional de mobilité, le Gouvernement se substitue à la commune et modifie le plan communal de mobilité dans les six mois conformément à la procédure visée à l'article 16.

En vue de la modification d'un plan communal de mobilité dans le cadre de l'article 17, le Gouvernement poursuit les démarches engagées par la commune mais non encore abouties.

Le Gouvernement modifie le plan communal de mobilité de la commune défaillante sur la base du rapport du fonctionnaire de référence.

§ 5. Het besluit van de Regering tot goedkeuring van het gemeentelijk mobiliteitsplan wordt bij uittreksel in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

Het plan treedt vijftien dagen na de publicatie ervan in werking.

Binnen de dertig dagen na de aanname brengt het Gewest de betrokken gemeente, de aangrenzende gemeenten en de instanties die werden geraadpleegd in het kader van de opmaakprocedure van het gemeentelijk mobiliteitsplan zoals bedoeld in artikel 15, op de hoogte.

Het Gewest en de betrokken gemeente stellen het gemeentelijke mobiliteitsplan ter beschikking van het publiek op hun website. De modaliteiten van terbeschikkingstelling kunnen door de Regering of door de gemeente worden bepaald.

Onderafdeling 4. — Wijzigingsprocedure

Art. 17. § 1. De gemeente wijzigt het gemeentelijk mobiliteitsplan op eigen initiatief, mits goedkeuring door de Regering, of als gevolg van een wijziging van het gewestelijk mobiliteitsplan die maakt dat het gemeentelijk mobiliteitsplan warempel gewijzigd moet worden.

§ 2. De wijzigingsprocedure is onderworpen aan de bepalingen van de artikelen 15 en 16.

Is de gemeente echter van mening dat de beoogde wijzigingen van gering belang zijn en niet noodzakelijk noemenswaardige gevolgen voor het milieu hebben, rekening houdend met de regels opgenomen in artikel 9, § 1, dan vraagt de gemeente het advies van de betrokken gemeentelijke adviesorganen en van de aangrenzende gemeenten. De adviezen worden uitgebracht binnen een termijn van dertig dagen vanaf het verzoek van de gemeente. Bij gebrek daaraan worden de adviezen geacht gunstig te zijn.

Op basis van de in het tweede lid bedoelde adviezen beslist de gemeente, bij een met redenen omklede beslissing, of er over het ontwerp van gewijzigd plan al dan niet een milieueffectenrapport moet worden opgesteld.

Beslist de gemeente dat er over de beoogde wijzigingen van het gemeentelijk mobiliteitsplan geen milieueffectenrapport moet worden opgesteld, dan keurt de gemeente het ontwerp van gewijzigd gemeentelijk mobiliteitsplan goed dat de in het derde lid bedoelde beslissing en de motivering ervan bevat.

Beslist de gemeente dat er over de beoogde wijzigingen van het gemeentelijk mobiliteitsplan wel een milieueffectenrapport moet worden opgemaakt, dan is de in artikel 15 bedoelde procedure van toepassing met betrekking tot de beoogde wijzigingen.

§ 3. Voor het besluit van de Regering tot goedkeuring van het gewijzigd gemeentelijk mobiliteitsplan en het gewijzigd gemeentelijk plan gelden de regels van bekendmaking zoals bedoeld in artikel 16, § 5.

Art. 18. § 1. Wordt er een nieuw gewestelijk mobiliteitsplan opgemaakt of wordt het gewestelijk mobiliteitsplan gewijzigd, dan worden de gemeentelijke mobiliteitsplannen gewijzigd binnen een termijn van achttien maanden teneinde ze in overeenstemming te brengen met het gewestelijk mobiliteitsplan en zulks overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 17.

§ 2. Blijft een gemeente in gebreke haar gemeentelijk mobiliteitsplan te wijzigen binnen die termijn, dan maant de Regering haar aan om haar plan te wijzigen binnen een termijn van zes maanden.

Heeft de in gebreke blijvende gemeente haar gemeentelijk mobiliteitsplan bij het verstrijken van die termijn niet gewijzigd in overeenstemming met het gewestelijk mobiliteitsplan, dan treedt de Regering in plaats van de gemeente en wijzigt zij het gemeentelijk mobiliteitsplan overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 16 en zulks binnen een termijn van zes maanden.

De Regering zet de acties voort die de gemeente heeft ondernomen maar die nog niet zijn voltooid met het oog op het wijzigen van haar gemeentelijk mobiliteitsplan in het kader van artikel 17.

De Regering wijzigt het gemeentelijk mobiliteitsplan van de in gebreke blijvende gemeente op basis van het verslag van de referentieambtenaar.

La décision du Gouvernement et le plan communal de mobilité tel que modifié par le Gouvernement sont notifiés à la commune concernée.

L'arrêté du Gouvernement adoptant le plan communal de mobilité modifié est publié au Moniteur belge. Le plan communal de mobilité modifié entre en vigueur quinze jours après sa publication.

Dans les trente jours de l'adoption du plan communal de mobilité modifié, la Région informe la commune concernée, les communes limitrophes et les instances d'avis consultées au cours de la procédure d'élaboration du plan communal de mobilité conformément à l'article 15.

La Région et la commune concernée mettent le plan communal de mobilité modifié à disposition du public sur leur site internet. Des modalités de mise à disposition complémentaires peuvent être établies par le Gouvernement ou par la commune.

Sous-section 5. — Procédure d'abrogation partielle du plan communal

Art. 19. Sans préjudice de l'application des articles 6 et 7, la commune peut, soit d'initiative, soit à la demande du Gouvernement, décider de constater les abrogations nécessaires des dispositions littérales et graphiques d'un plan communal de mobilité en raison de sa non-conformité avec le plan régional de mobilité.

En cas d'abrogation partielle, la décision motivée de la commune est accompagnée d'une version coordonnée des prescriptions graphiques et littérales du plan communal de mobilité.

Le Gouvernement approuve la version coordonnée des prescriptions graphiques et littérales du plan communal de mobilité dans les trois mois de la réception de la décision motivée de la commune. A défaut, la décision de la commune est réputée approuvée.

L'arrêté du Gouvernement approuvant la décision de la commune ou, dans l'hypothèse visée à l'alinéa 3, un avis du Gouvernement constatant que l'approbation de la décision de la commune est réputée approuvée est publié par extrait au Moniteur belge.

Sous-section 6. — Suivi du plan

Art. 20. La commune rédige en concertation avec le fonctionnaire de référence un rapport d'évaluation tous les trente mois concernant les actions qui ont été mises en œuvre par la commune dans le cadre du plan communal de mobilité. Ce rapport comporte des recommandations d'actions correctrices pour pallier les carences et faiblesses constatées. La commune adopte le cas échéant les actions correctrices.

Section 4. — Plans complémentaires

Art. 21. Le Gouvernement arrête des plans complémentaires. Ces plans sont établis en conformité avec le plan régional de mobilité.

Ces plans sont indicatifs pour les organismes qui relèvent de la tutelle de la Région et les communes. Ils ne peuvent s'en écarter qu'à la condition d'en indiquer expressément les motifs.

Art. 22. Les plans complémentaires adoptés par les communes sont établis en conformité avec les plans régional et communaux de mobilité.

Section 5. — Contrats de gestion

Art. 23. Les contrats de gestion des organismes publics relevant de la tutelle de la Région sont établis en conformité avec le plan régional de mobilité.

CHAPITRE III. — Exécution, suivi et contrôles des aménagements communaux

Art. 24. Chaque année, au plus tard le 1^{er} mai, chaque commune transmet au Gouvernement un relevé des aménagements en voiries et espaces publics prévus ainsi qu'un état de leur exécution, en ce compris les procédures de marchés publics soit lancées, soit attribuées, ou encore un état de leur maintenance, rénovation ou entretien.

De beslissing van de Regering en het gemeentelijk mobiliteitsplan zoals gewijzigd door de Regering worden ter kennis van de betrokken gemeente gebracht.

Het besluit van de Regering tot goedkeuring van het gewijzigd gemeentelijk mobiliteitsplan wordt gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad. Het gewijzigd gemeentelijk mobiliteitsplan treedt vijftien dagen na de publicatie ervan in werking.

Binnen een termijn van dertig dagen na de goedkeuring van het gewijzigd gemeentelijk mobiliteitsplan, geeft het Gewest daarvan kennis aan de betrokken gemeente, de aangrenzende gemeenten en de adviesorganen die werden geraadpleegd tijdens de opmaakprocedure van het gemeentelijk mobiliteitsplan overeenkomstig artikel 15.

Het Gewest en de betrokken gemeente stellen het gewijzigd gemeentelijk mobiliteitsplan ter beschikking van het publiek op hun website. De Regering of de gemeente kunnen aanvullende modaliteiten van terbeschikkingstelling vaststellen.

Onderafdeling 5. — Procedure tot gedeeltelijke opheffing van het gemeentelijk plan

Art. 19. Onverminderd de toepassing van de artikelen 6 en 7, kan de gemeente op eigen initiatief of op verzoek van de Regering beslissen om de noodzakelijke opheffing vast te stellen van de geschreven en grafische bepalingen van een gemeentelijk mobiliteitsplan wegens het gebrek aan overeenstemming ervan met het gewestelijk mobiliteitsplan.

In geval van gedeeltelijke opheffing wordt de met redenen omklede beslissing van de gemeente vergezeld van een gecoördineerde versie van de grafische en geschreven bepalingen van het gemeentelijk mobiliteitsplan.

De Regering keurt de gecoördineerde versie van de grafische en geschreven bepalingen van het gemeentelijk mobiliteitsplan goed binnen een termijn van drie maanden vanaf de ontvangst van de met redenen omklede beslissing van de gemeente. Bij gebrek daaraan, wordt de beslissing van de gemeente geacht te zijn goedgekeurd.

Het besluit van de Regering tot goedkeuring van de beslissing van de gemeente of, in het geval zoals bedoeld in het derde lid, een bericht van de Regering waarin wordt vastgesteld dat de goedkeuring van de beslissing van de gemeente wordt geacht te zijn goedgekeurd, wordt bij uittreksel in het Belgisch Staatsblad gepubliceerd.

Onderafdeling 6. — Follow-up van het plan

Art. 20. De gemeente stelt, in overleg met de referentieambtenaar, om de dertig maanden een evaluatieverslag op over de acties die de gemeente heeft uitgevoerd in het kader van het gemeentelijk mobiliteitsplan. Dat verslag bevat aanbevelingen betreffende corrigerende acties om de vastgestelde tekortkomingen en zwakke punten te verhelpen. De gemeente legt zo nodig de corrigerende acties vast.

Afdeling 4. — Aanvullende plannen

Art. 21. De Regering legt aanvullende plannen vast. Die plannen worden opgemaakt in overeenstemming met het gewestelijk mobiliteitsplan.

Die plannen zijn indicatief voor de instellingen onder het toezicht van het Gewest en voor de gemeenten. Zij mogen er alleen van afwijken op voorwaarde dat ze de redenen daarvoor uitdrukkelijk opgeven.

Art. 22. De aanvullende plannen die de gemeenten hebben aangenomen, worden opgemaakt in overeenstemming met het gewestelijk mobiliteitsplan en de gemeentelijk mobiliteitsplannen.

Afdeling 5. — Beheersovereenkomsten

Art. 23. De beheersovereenkomsten van de openbare instellingen onder het toezicht van het Gewest worden opgemaakt in overeenstemming met het gewestelijk mobiliteitsplan.

HOOFDSTUK III. — Uitvoering, opvolging en controles van de gemeentelijke inrichtingen

Art. 24. Elk jaar, uiterlijk tegen 1 mei, bezorgt elke gemeente aan de Regering een overzicht van de geplande inrichtingen aan het wegennet en de openbare ruimte evenals een stand van zaken betreffende de uitvoering ervan, met inbegrip van de uitgeschreven en/of gegunde overheidsopdrachten, of een stand van zaken betreffende de instandhouding, vernieuwing of onderhoud ervan.

Lorsqu'il dispose du relevé, le fonctionnaire de référence peut demander des compléments d'informations à la commune. La commune lui fournit les informations dans un délai de trente jours à partir de la date de demande.

A défaut de transmission du relevé par la commune à la date prévue à l'alinéa 1^{er} ou des compléments d'informations visé à l'alinéa 2, le fonctionnaire de référence met la commune en demeure, par envoi recommandé, de transmettre le relevé et les compléments d'informations.

A défaut de réaction de la commune dans un délai de deux mois suivant la mise en demeure visée à l'alinéa 3, le fonctionnaire de référence peut établir d'office ce relevé et obtenir de la commune les informations nécessaires, à cette tâche.

CHAPITRE IV. — *Modifications de l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale*

Art. 25. Dans l'article 9 de l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Le plan régional de politique du stationnement est établi en conformité avec le plan régional de mobilité prévu par l'ordonnance instituant un cadre en matière de planification de la mobilité et modifiant diverses dispositions ayant un impact en matière de mobilité. ».

Art. 26. L'article 14, § 2 de la même ordonnance est complété par l'alinéa suivant :

« Les plans d'actions communaux de stationnement veillent également à respecter le plan régional de mobilité prévu par l'ordonnance instituant un cadre en matière de planification de la mobilité et modifiant diverses dispositions ayant un impact en matière de mobilité. Les plans communaux de stationnement sont établis en conformité avec les plans communaux de mobilité visés par l'ordonnance instituant un cadre en matière de planification de la mobilité et modifiant diverses dispositions ayant un impact en matière de mobilité. ».

CHAPITRE V. — *Modifications de l'ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public*

Art. 27. Dans l'article 2, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public, les mots « et pour autant que soit garantie la conformité avec l'ordonnance instituant un cadre en matière de planification de la mobilité et modifiant diverses dispositions ayant un impact en matière de mobilité » sont insérés entre les mots « de la présente ordonnance » et les mots « , des subsides destinés ».

Art. 28. A l'article 9, 1^o de la même ordonnance, les mots « ou à défaut celle du dossier de base » sont remplacés par ce qui suit :

« , du plan régional de mobilité et du plan communal de mobilité. ».

Art. 29. L'article 14, alinéa 1^{er}, de la même ordonnance est complété par les mots :

« pour autant qu'elles soient conformes au plan régional de mobilité. ».

Art. 30. A l'article 16 de la même ordonnance, le 1^o est complété par les mots :

« et les espaces publics. ».

Art. 31. A l'article 16 de la même ordonnance, le 1^o, a), est remplacé par les mots :

« La création de voiries et infrastructures prévues par le plan régional de développement ou par les plans communaux de développement, ou encore, par le plan régional de mobilité ou par les plans communaux de mobilité. ».

Heeft de referentieambtenaar dat overzicht ontvangen, dan kan hij aan de gemeente bijkomende informatie vragen. De gemeente verstrekt hem die informatie binnen een termijn van dertig dagen vanaf de datum van het verzoek daartoe.

Heeft de gemeente het overzicht niet bezorgd op de datum zoals bedoeld in het eerste lid noch de aanvullende informatie zoals bedoeld in het tweede lid, dan maant de referentieambtenaar de gemeente per aangetekend schrijven aan om hem het overzicht en de aanvullende informatie te bezorgen.

Bij gebrek aan reactie van de gemeente binnen een termijn van twee maanden vanaf de in het derde lid bedoelde ingebrekestelling kan de referentieambtenaar dat overzicht ambtshalve opstellen en daartoe van de gemeente de nuttige inlichtingen verkrijgen.

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen van de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk parkeeragentschap*

Art. 25. In artikel 9 van de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap wordt er tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd waarvan de tekst als volgt luidt :

« Het gewestelijk parkeerbeleidsplan wordt opgesteld in overeenstemming met het gewestelijk mobiliteitsplan zoals bedoeld in de ordonnantie tot oprichting van een kader inzake mobiliteitsplanning en tot wijziging van sommige bepalingen die een impact hebben op het vlak van mobiliteit. ».

Art. 26. Artikel 14, § 2 van dezelfde ordonnantie wordt aangevuld met het volgende lid :

« De gemeentelijke parkeeractieplannen zien ook toe op de inachtneming van het gewestelijk mobiliteitsplan zoals bedoeld in de ordonnantie tot oprichting van een kader inzake mobiliteitsplanning en tot wijziging van sommige bepalingen die een impact hebben op het vlak van mobiliteit. De gemeentelijke parkeerplannen worden opge maakt in overeenstemming met de gemeentelijke mobiliteitsplannen zoals bedoeld in de ordonnantie tot oprichting van een kader inzake mobiliteitsplanning en tot wijziging van sommige bepalingen die een impact hebben op het vlak van mobiliteit. ».

HOOFDSTUK V. — *Wijzigingen van de ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen*

Art. 27. In artikel 2, eerste lid, van de ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen worden de woorden « en voor zover de overeenstemming is gewaarborgd met de ordonnantie tot oprichting van een kader inzake mobiliteitsplanning en tot wijziging van sommige bepalingen die een impact hebben op het vlak van mobiliteit, » ingevoegd tussen de woorden « van deze ordonnantie » en de woorden « gaat de Regering ».

Art. 28. In artikel 9, 1^o van dezelfde ordonnantie worden de woorden « of bij uitblijven hiervan, aan deze van het basisdossier » vervangen door wat volgt :

« , van het gewestelijk mobiliteitsplan, en van het gemeentelijk mobiliteitsplan. ».

Art. 29. Artikel 14, eerste lid van dezelfde ordonnantie wordt aangevuld met de woorden :

« , voor zover ze in overeenstemming zijn met het gewestelijk mobiliteitsplan. ».

Art. 30. Artikel 16, 1^o van dezelfde ordonnantie wordt aangevuld met de woorden :

« en de openbare ruimtes. ».

Art. 31. In artikel 16, van dezelfde ordonnantie wordt het 1^o, punt a), vervangen door de woorden :

« De realisatie van wegen en infrastructuur voorzien door het gewestelijk ontwikkelingsplan of door de gemeentelijke ontwikkelingsplannen of nog door het gewestelijk mobiliteitsplan of door de gemeentelijke mobiliteitsplannen. ».

Art. 32. A l'article 20 de la même ordonnance, est ajouté l'alinéa suivant :

« Ne sont pas subsidiables, les travaux non conformes au plan régional de mobilité et au plan communal de mobilité, tels qu'établis par l'ordonnance instituant un cadre en matière de planification de la mobilité et modifiant diverses dispositions ayant un impact en matière de mobilité. ».

Art. 33. A l'article 22 de la même ordonnance, le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est complété par un 11^o rédigé comme suit :

« 11^o la demande relative aux travaux visés à l'article 16, 1^o, intègre un avis de l'administration de l'équipement et déplacements analysant la conformité avec le plan régional de mobilité. Le Gouvernement arrête les modalités de rédaction de la note ainsi que de l'avis de l'administration de l'équipement et des déplacements. ».

CHAPITRE VI. — *Modification du Code bruxellois de l'aménagement du territoire du 9 avril 2004*

Art. 34. A l'article 2 du Code bruxellois de l'aménagement du territoire, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « et de mobilité » sont insérés entre les mots « environnementaux » et « de la collectivité »;

2^o les mots « ainsi que de la mobilité » sont insérés après les mots « des bâtiments ».

Art. 35. Au titre 1^{er}, chapitre Ier, du même Code, il est inséré un article 4/1 qui est rédigé comme suit :

« Article 4/1. Le présent Code garantit la conformité des permis d'urbanisme avec le plan régional de mobilité tel qu'établi par l'ordonnance instituant un cadre en matière de planification de la mobilité et modifiant diverses dispositions ayant un impact en matière de mobilité, pour ce qui concerne les actes et travaux relatifs aux voiries et aux espaces publics.

Sont des actes et travaux relatifs aux voiries et aux espaces publics au sens de l'alinéa 1^{er} l'ensemble des interventions sur l'espace public et les voiries concernant le marquage, l'équipement ou les aménagements, demandées et mises en œuvre par une autorité publique. ».

Art. 36. A l'article 9, alinéa 4, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le 3^o est remplacé par ce qui suit :

« 3^o la désignation, outre de l'administration de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire ainsi que de l'administration régionale de l'équipement et des déplacements, des administrations régionales concernées comme membres des commissions »;

2^o il est ajouté un 7^o rédigé comme suit :

« 7^o la commission de concertation est présidée par la Région lorsque la demande porte sur un projet d'intérêt régional en matière de mobilité. Est un projet d'intérêt régional en matière de mobilité les actes et travaux relatifs aux voiries et espaces publics, tels que définis à l'article 4/1, dont l'enjeu dépasse l'intérêt uniquement communal et le territoire d'une seule commune ou tout projet dénommé tel quel dans le plan régional de mobilité. ».

Art. 37. L'article 98, § 2 du même Code est complété par les alinéas suivants :

« Pour les actes et travaux relatifs aux voiries et aux espaces publics à l'identique, la dispense de permis doit être confirmée sur la base d'un avis préalable de l'administration de l'équipement et des déplacements.

Art. 32. Artikel 20 van dezelfde ordonnantie wordt aangevuld met het volgende lid :

« Komen niet in aanmerking voor subsidies, de werken die niet in overeenstemming zijn met het gewestelijk mobiliteitsplan en het gemeentelijk mobiliteitsplan, zoals opgemaakt volgens de ordonnantie tot vaststelling van een kader inzake mobiliteitsplanning en tot wijziging van sommige bepalingen die een impact hebben op het vlak van mobiliteit. ».

Art. 33. In artikel 22 van dezelfde ordonnantie wordt de eerste paragraaf, eerste lid, aangevuld met een 11^o luidend :

« 11^o de aanvraag betreffende de werken bedoeld in artikel 16, 1^o bevat een advies van het Bestuur Uitrusting en Vervoer met de analyse van de overeenstemming met het gewestelijk mobiliteitsplan. De Regering bepaalt de modaliteiten van opmaak van de nota en van het advies van het Bestuur Uitrusting en Vervoer. ».

HOOFDSTUK VI. — *Wijziging van het Brussels Wetboek van ruimtelijke ordening van 9 april 2004*

Art. 34. In artikel 2 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het woord « milieubehoefte » wordt vervangen door de woorden « milieu- en mobiliteitsbehoefte »;

2^o de woorden « en van de mobiliteit » worden ingevoegd na de woorden « van de gebouwen ».

Art. 35. In titel I, hoofdstuk I, van hetzelfde wetboek, wordt er een artikel 4/1 ingevoegd waarvan de tekst als volgt luidt :

« Artikel 4/1. Dit wetboek staat borg voor de overeenstemming van de stedenbouwkundige vergunningen, voor wat betreft de handelingen en werken betreffende het wegennet en de openbare ruimte, met het gewestelijk mobiliteitsplan zoals vastgesteld door de ordonnantie tot oprichting van een kader inzake mobiliteitsplanning en tot wijziging van sommige bepalingen die een impact hebben op het vlak van mobiliteit.

Alle interventies in de openbare ruimte en aan het wegennet met betrekking tot de markering, de uitrusting of de inrichtingen, gevraagd en uitgevoerd door een openbare overheid, zijn handelingen en werken betreffende het wegennet en de openbare ruimte in de zin van het eerste lid. ».

Art. 36. In artikel 9, vierde lid, van hetzelfde wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het punt 3^o wordt vervangen door wat volgt :

« 3^o de aanwijzing, naast het bestuur van de stedenbouw en de ruimtelijke ordening evenals van het gewestelijk bestuur voor de uitrusting en het vervoer, van de betrokken gewestelijke besturen als leden van de commissies »;

2^o een 7^o wordt toegevoegd, luidend :

« 7^o de overlegcommissie wordt voorgezeten door het Gewest wanneer de aanvraag betrekking heeft op een project van gewestelijk belang inzake mobiliteit. De handelingen en werken betreffende het wegennet en de openbare ruimte, zoals gedefinieerd in artikel 4/1, waarvan het belang het louter gemeentelijk belang en het grondgebied van één enkele gemeente overstijgt of gelijk welk project dat als zodanig wordt benoemd in het gewestelijk mobiliteitsplan, zijn projecten van gewestelijk belang inzake mobiliteit. ».

Art. 37. Artikel 98, § 2 van hetzelfde wetboek wordt aangevuld met de volgende leden :

« Voor identieke handelingen en werken betreffende het wegennet en de openbare ruimte moet de vrijstelling van vergunning worden bevestigd op basis van een voorafgaand advies van het Bestuur Uitrusting en Vervoer.

Sont des actes et travaux relatifs aux voiries et aux espaces publics à l'identique, au sens de l'alinéa 2, les actes et travaux relatifs aux voiries et espaces publics, tels que définis à l'article 4/1, dès lors que ceux-ci sont établis à l'identique de la situation précédente dans la mesure où ni le profil de la voirie, ni l'alignement des bordures ne sont modifiés. Les actes et travaux relatifs aux voiries et aux espaces publics à l'identique portent sur les tronçons de voiries situés au minimum entre deux carrefours ou portent sur une superficie de 1.000 mètres carrés minimum.

Le demandeur adresse une déclaration préalable au fonctionnaire délégué, reprenant un descriptif des travaux intégrant la situation sur plan avant et après les travaux, sur la base des modalités à déterminer par le Gouvernement. Simultanément, le demandeur adresse copie de cette déclaration à l'administration de l'équipement et des déplacements afin qu'elle puisse en apprécier la conformité avec le plan régional de mobilité.

Dans les quinze jours de la réception de la déclaration, le fonctionnaire délégué adresse au demandeur, par pli recommandé à la poste, sur la base de l'avis de l'administration de l'équipement et des déplacements, confirmation de la dispense de permis. Au-delà de ce délai, la dispense est confirmée. ».

Art. 38. Dans l'article 177 du même Code, il est inséré un paragraphe 2/1 rédigé comme suit :

« § 2/1. Lorsque la demande concerne l'aménagement de l'espace public en ce compris les voiries, elle est soumise à l'avis préalable de l'administration régionale de l'équipement et déplacements sur la conformité de la demande avec le plan régional ou communal de mobilité. Cet avis est rendu dans les trente jours de l'accusé de la notification par le fonctionnaire délégué de la demande ou dans les trente jours qui suivent la clôture de l'enquête publique lorsque la demande est soumise aux mesures particulières de publicité.

Si ce délai n'est pas respecté, l'avis est réputé favorable, à moins que l'administration régionale des équipements et déplacements ait décidé, dans ce délai, de faire mener une étude complémentaire, auquel cas, elle dispose d'un délai supplémentaire de soixante jours pour remettre son avis. Si ce délai n'est pas respecté, l'avis est réputé favorable.

Le fonctionnaire délégué ne pourra s'écarter de l'avis de l'administration régionale des équipements et déplacements que moyennant due motivation. ».

Art. 39. Dans le même Code, il est inséré un article 181/1 rédigé comme suit :

« Article 181/1. Dans les cas prévus à l'article 98, § 2 et l'article 177, § 2/1, le fonctionnaire délégué informe le Gouvernement de la décision qu'il compte notifier aux intéressés si celle-ci dévie de l'avis de l'Administration de l'Équipement et des Déplacements. Le Gouvernement peut, lors de sa prochaine réunion, évoquer la décision que le fonctionnaire délégué compte notifier aux intéressés. Cette décision d'évocation est suspensive.

Le Gouvernement décide, endéans un délai de trente jours à partir de la décision d'évocation du Gouvernement, soit de confirmer, soit de réformer la décision que le fonctionnaire délégué compte notifier aux intéressés.

Le fonctionnaire délégué notifie aux intéressés la décision confirmée ou réformée par le Gouvernement.

En l'absence de décision du Gouvernement, le fonctionnaire délégué notifie sa décision aux intéressés. ».

CHAPITRE X. — Dispositions transitoires

Art. 40. Le plan Iris 2 tel qu'approuvé par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale le 9 septembre 2010 fait fonction de plan régional de mobilité jusqu'à l'adoption d'un plan régional de mobilité conformément à la présente ordonnance.

De handelingen en werken betreffende het wegennet en de openbare ruimte, zoals gedefinieerd in artikel 4/1, zijn identieke handelingen en werken betreffende het wegennet en de openbare ruimte, in de zin van het tweede lid, wanneer wordt vastgesteld dat ze identiek zijn met de vorige situatie in de mate waarin het profiel van het wegennet noch de rooilijn van de randen worden gewijzigd. De identieke handelingen en werken betreffende het wegennet en de openbare ruimte hebben betrekking op de stukken van het wegennet die ten minste tussen twee kruispunten liggen of betrekking hebben op een oppervlakte van minimum 1.000 vierkante meter.

De aanvrager stuurt een voorafgaande verklaring naar de gemachtigde ambtenaar, met een beschrijving van de werken inclusief de situatie op plan vóór en na de werken, op basis van de door de Regering te bepalen regels. Tegelijkertijd stuurt de aanvrager een kopie van die verklaring aan het Bestuur Uitrusting en Vervoer opdat dit de conformiteit ervan met het gewestelijk mobiliteitsplan kan beoordelen.

Binnen een termijn van vijftien dagen na de ontvangst van de verklaring bevestigt de gemachtigde ambtenaar, via een ter post aangetekend schrijven, en op basis van het advies van het Bestuur Uitrusting en Vervoer, de vrijstelling van vergunning. Na het verstrijken van die termijn wordt de vrijstelling bevestigd. ».

Art. 38. In artikel 177 van hetzelfde wetboek, wordt een paragraaf 2/1 ingevoegd waarvan de tekst als volgt luidt :

« § 2/1. Heeft de aanvraag betrekking op de inrichting van de openbare ruimte, met inbegrip van het wegennet, dan wordt ze voorgelegd om voorafgaand advies van het gewestelijk Bestuur Uitrusting en Vervoer aangaande de overeenstemming van de aanvraag met het gewestelijk en gemeentelijk mobiliteitsplan. Dat advies wordt afgeleverd binnen een termijn van dertig dagen vanaf het bewijs van ontvangst van de kennisgeving door de gemachtigde ambtenaar van de aanvraag of binnen een termijn van dertig dagen vanaf de sluiting van het openbaar onderzoek wanneer de aanvraag wordt onderworpen aan de bijzondere maatregelen inzake bekendmaking.

Wordt die termijn niet in acht genomen, dan wordt het advies geacht gunstig te zijn, tenzij het gewestelijk Bestuur Uitrusting en Vervoer binnen die termijn heeft beslist om een aanvullend onderzoek te voeren; in dat geval, beschikt dat bestuur over een bijkomende termijn van zestig dagen om zijn advies te bezorgen. Wordt die termijn niet in acht genomen, dan wordt het advies geacht gunstig te zijn.

De gemachtigde ambtenaar mag alleen mits behoorlijke motivering afwijken van het advies van het gewestelijk Bestuur Uitrusting en Vervoer. ».

Art. 39. In hetzelfde wetboek, wordt een artikel 181/1 ingevoerd waarvan de tekst als volgt luidt :

« Artikel 181/1. In de gevallen bedoeld in artikel 98, § 2 en artikel 177, § 2/1, brengt de gemachtigde ambtenaar de Regering op de hoogte van de beslissing die hij ter kennis wil geven, indien deze afwijkt van het advies van het Bestuur Uitrusting en Vervoer. De Regering kan op haar eerstvolgende vergadering de beslissing die de gemachtigde ambtenaar ter kennis wil geven, aan zich trekken. Deze beslissing van aan zich trekken werkt opschortend.

Binnen een termijn van dertig dagen vanaf de kennisgeving van de beslissing van aan zich trekken van de Regering, beslist de Regering of zij de beslissing die de gemachtigde ambtenaar ter kennis wil geven bevestigt of wijzigd.

De gemachtigde ambtenaar brengt de belanghebbenden op de hoogte van de door de Regering bevestigde of gewijzigde beslissing.

Bij gebrek aan beslissing van de Regering, brengt de gemachtigde ambtenaar de belanghebbenden op de hoogte van zijn beslissing. ».

HOOFDSTUK X. — Overgangsbepalingen

Art. 40. Het plan Iris 2, door de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest goedgekeurd op 9 september 2010, doet dienst als gewestelijk mobiliteitsplan tot de goedkeuring van een gewestelijk mobiliteitsplan overeenkomstig deze ordonnantie.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 26 juillet 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du territoire, des Monuments et Sites, et de la Propreté publique et de la Coopération au développement,

R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Finances, du Budget, la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau, de la rénovation urbaine, de la Lutte contre l'incendie et l'Aide médicale urgente et du logement,

Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Travaux publics et des Transports,

Mme B. GROUWELS

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique,

Mme C. FREMAULT

—————
Note

Session ordinaire 2012/2013

Documents du Parlement :

A-371/1 Proposition d'ordonnance.

A-371/2 Rapport.

A-371/3 Amendements après rapport.

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 12 juillet 2013.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 26 juli 2013.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie, Waterbeleid, Stadsvernieuwing, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp en Huisvesting,

Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Openbare Werken en Vervoer,

Mevr. B. GROUWELS

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. C. FREMAULT

—————
Nota

Gewone zitting 2012/2013

Documenten van het Parlement :

A-371/1 Voorstel van ordonnantie.

A-371/2 Verslag.

A-371/3 Amendementen na verslag.

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 12 juli 2013.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2013/31709]

26 JUILLET 2013. — Ordonnance relative à l'accès et à l'échange d'informations sur les câbles souterrains et sur les conduites et les canalisations souterraines (1)

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Généralités*

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application de la présente ordonnance, on entend par :

1° câbles, conduites et canalisations : toute infrastructure souterraine installée sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, utilisée et/ou destinée au transit, au transport, à la transmission ou à la distribution de substances solides, liquides ou gazeuses, ou d'énergie ou d'informations;

2° gestionnaire de câbles, de conduites ou de canalisations : la personne qui, dans le cadre de ses activités professionnelles ou de ses missions d'intérêt public, gère des câbles, des conduites ou des canalisations et leurs accessoires sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ou en assume la gestion;

3° zones d'intérêt du gestionnaire de câbles, de conduites ou de canalisations : toutes les zones du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale où sont situées les câbles, les conduites ou les canalisations de ce gestionnaire;

4° chantier : travail isolé ou tout ensemble de travaux dont la nature ou dont les engins et matériaux destinés à le(s) mettre en œuvre sont susceptibles de nuire à des câbles, à des conduites ou à des canalisations ou à modifier ceux-ci, indépendamment du fait que le travail soit effectué sur, dans ou au-dessus du domaine public et privé des pouvoirs publics et des organismes publics qui en dépendent, ou sur, dans ou au-dessus des propriétés privées;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2013/31709]

26 JULI 2013. — Ordonnantie betreffende de toegang tot en de uitwisseling van informatie over ondergrondse kabels, buizen en leidingen (1)

Het Brussels Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen, het geen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemeen*

Artikel 1. Onderhavige ordonnantie regelt een materie beoogd in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van onderhavige ordonnantie verstaat men onder :

1° kabels, buizen en leidingen : elke ondergrondse infrastructuur die op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is geïnstalleerd, die wordt gebruikt en/of is bestemd voor doorvoer, vervoer, transmissie of verdeling van vaste, vloeibare of gasvormige stoffen of van energie of informatie;

2° kabel-, buis- of leidingbeheerder : de persoon die in het kader van zijn beroepsactiviteiten of zijn opdrachten van openbare dienst, kabels, buizen of leidingen en de accessoires ervan beheert op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of het beheer ervan op zich neemt;

3° belangenzones van de kabel-, buis- of leidingbeheerder : alle zones van het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waar de kabels, buizen of leidingen van deze beheerder zijn gelegen;

4° bouwplaats : ieder geïsoleerd werk of elk geheel van werken waardoor, wegens de aard ervan of door het gebruik van machines en materialen voor de uitvoering ervan, beschadigingen aan of wijzigingen van kabels, buizen of leidingen zouden kunnen optreden, ongeacht of dit werk wordt uitgevoerd op, in of boven het openbaar of privaat domein van de overheid en de openbare instellingen die ervan afhankelijk of op, in of boven private eigendommen;